

LE MONDE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant
du Rond point Grand Hôtel.

CEL : 90.00.99.83 / 94.95.75.33

E-mail: lemonde_niger1@yahoo.fr

D'AUJOURD' HUI

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

7^{ème} année

N°335 DU MERCREDI
10 AVRIL 2019

PRIX : 300 F

Hebdomadaire nigérien d'informations générales et d'analyse

Election présidentielle de 2021

Pourquoi la candidature de Mohamed Bazoum soulève tant de passions ?

Mohamed Bazoum est en réalité un choix difficile, très difficile. Il paraît si compliqué que pour la plupart des militants du Pnds, s'ils ne dévient pas à l'intéressé un engagement politique certain, il reste qu'il n'a que le désert derrière lui. La conviction est presque acquise qu'il représente un très mauvais challenge pour le parti. « Avec Bazoum, c'est l'échec assuré », entend-on dire dans les rangs des militants désabusés. Ont-ils accepté tout de même de faire contre mauvaise fortune, bon cœur ? Ce n'est pas sûr. L'état d'esprit dominant au sein du Pnds est que la défaite est d'ores et déjà annoncée. Si les communicants habituels font du boucan pour faire admettre que c'est dans l'unité



que le Pnds abordera les prochaines élections, dans les salons et lors des causeries privées, le doute est là, en permanence. Mohamed Bazoum, lui-même, sait que les choses seront très difficiles pour lui. Au sein de la Mrn, le regroupement des partis alliés au Pnds, les choses bougent. Certains se préparent au cataclysme...

Alternance en 2021

Mahamadou Issoufou, démocrate malgré lui ?

Renaissance

Après huit ans de gestion *kame-kame*, l'heure des bilans catastrophiques

Lettre au “président de la République”

Monsieur le “Président”,

Vous avez donné de vous l’image d’un chef de parti, pas de président de la République et c’est très grave

J’ai suivi l’intégralité de votre face à face avec le journaliste Fogué Aboubacar, dans une prestation qui n’a pas dérogé à la tradition à laquelle vous avez habitué vos compatriotes depuis huit ans. Une tradition faite de rupture totale entre, d’une part, ce que vous tenez pour réalité, et d’autre part, ce qui est factuel. Fogué Aboubacar, qui n’est pas de la dernière pluie, a passé tout le temps à afficher un sourire des plus moqueurs, si ce n’est d’autre chose. S’il vous est arrivé de visionner le film de cette quasi-mise en scène, vous vous rendrez aisément compte que, malgré le caractère dirigiste de l’entretien qui est resté sans vie, sans couleurs et sans saveurs jusqu’au bout, vous n’en tirez absolument rien d’autre que discrédit et moqueries. Je regrette amèrement qu’il en soit ainsi, au nom du titre dont vous êtes, malgré tout porteur, et de la fonction que vous exercez. J’ai des regrets d’autant plus que, très tôt, j’ai travaillé à vous éviter de telles bouffonneries, à vous orienter vers le vrai, le juste et le bon. À ce travail que je me suis imposé au nom de l’idée que je me fais du devoir citoyen qui m’incombe, vous avez régulièrement opposé indifférence et mépris. Pourtant, vous auriez pu éviter de vous embourber dans ce carcan d’un discours irréel, fabriqué de toutes pièces. Souvenez-vous, j’ai été le premier à vous faire observer qu’il est impossible que vous puissiez réaliser 5151 salles de classes en matériaux définitifs en trois ans. Mais vous avez persisté dans la voie choisie avant de vous persuader que ça ne va pas prospérer. Je sais, en vérité, ce qu’il en est des statistiques sous votre magistère. Il y en a deux types : celles qui reflètent la réalité, douloureuse d’une gouvernance que vous savez plombée par la corruption, les détournements de deniers publics, les trafics en tous genres, et celles, séduisantes mais totalement fausses que l’on montre aux partenaires. Au lieu de travailler à changer positivement les choses, vous avez choisi de vivre dans le virtuel en pensant qu’à force de répéter le même discours, martelé avec insistance, vous arriverez à faire admettre ce qui est loin de la réalité et de la vérité.

Monsieur le “Président”,

Pourquoi vous-êtes vous imposé un tel calvaire ? Ne croyez-vous pas plus simple de travailler, encore travailler, toujours travailler pour transformer le rêve en réalité ? Lorsque je songe que depuis huit ans, vous vous empêtrez dans des chiffres dont les premiers dénonciateurs sont ceux à qui il est demandé de les fabriquer, à partir de leurs bureaux, je n’arrive toujours pas à admettre que vous ayez délibérément choisi de gouverner en net décalage avec les réalités de votre peuple. Au cours de votre face à face avec Fogué Aboubacar, vous vous êtes fait le plaisir de dire des choses incroyables. Je ne parlerai pas du hold-up électoral que vous présentez comme un renouvellement de la confiance du peuple nigérien. Depuis quand la confiance s’arrache ? Je ne parlerai pas non plus de votre renaissance culturelle, concept qu’un ami estime totalement creux et insultant pour le peuple nigérien qui n’a jamais connu, auparavant, une telle déliquescence des valeurs, les vraies.

Monsieur le “Président”,

Vous avez dit que de 2011 à 2018, c’est près de 1000 milliards de francs CFA que vous avez investis pour soutenir les populations vulnérables, soit 125 milliards chaque année. Le chiffre fait

sourire du côté d’OCHA et du système des Nations Unies. 125 milliards, chaque année, c’est plus qu’il n’en faut pour se passer de l’assistance humanitaire internationale. Si ce chiffre est réel, pourquoi, rien qu’au cours de 2018, votre gouvernement a dû faire un aveu d’incapacité à faire face à la situation d’insécurité alimentaire et demander à la communauté internationale de lui venir en aide en mobilisant ... pour le besoin de la cause. Comment a-t-on pu vous laisser faire une telle affirmation ? De même, j’ai été abasourdi de vous entendre déclarer que vous avez consacré 19% à 22% du budget national à l’éducation, soit en moyenne, entre 342 milliards et 396 milliards de francs CFA par an. Je me suis informé dans les milieux de l’éducation et des Finances et j’ai découvert que le secteur ne bénéficie pas, dans le meilleur des cas, que de 11% des ressources budgétaires. Du reste, si l’on considère que les chiffres dont vous êtes porteurs reflètent la réalité des ressources financières consacrées au secteur éducatif, il y a lieu de vous remettre en cause quant à la destination d’un tel flux de ressources. Je vous fais observer que le secteur de l’éducation n’a jamais été autant en crise que sous votre magistère. Les universités publiques nigériennes sont en grève depuis des semaines pour une question qui a paru puérile et irresponsable même pour les étudiants. Les collèges et lycées sont en débrayages perlés pour des conditions d’enseignement déplorables pour un chef d’Etat qui a placé son magistère sous le sceau de l’éducation. Les classes sont si bondées, avec – c’est un exemple – 91 élèves au CEG 18 de Zinder, et les apprenants à même le sol qu’il est interdit de parler de qualité de l’éducation.

Monsieur le “Président”,

Vos compatriotes, à chaque fois que vous parlez, se demandent de quel pays parlez-vous ? Du leur ou bien d’un autre dont vous rêvez ? Ils ont raison, tant les réalités de vos compatriotes sont si différentes de ce dont vous parlez.

Savez-vous seulement que les populations d’Agadez ont passé quatre jours sans eau ?

Savez-vous que, tout à côté de là où vous prenez les airs régulièrement, les habitants d’aéroport cité Laraba Tandja ont récemment enduré sept jours sans eau ?

Savez-vous que, rien que pendant le mois de mars, vos compatriotes de Diffa ont essuyé 21 attaques de Boko Haram, avec 88 civils tués et 18 000 déplacés ?

Savez-vous qu’en février dernier, l’ONU a déclaré que quelque 2,3 millions de personnes, représentant plus de 10% de la population nigérienne, ont besoin d’une assistance humanitaire en 2019 en raison de la crise alimentaire aggravée par les déplacements de gens fuyant les attaques jihadistes ?

Savez-vous que votre Premier ministre, Brigi Rafini, a lancé un appel de fonds international de 383 millions de dollars pour financer un programme visant à assister 1,6 million de personnes extrêmement vulnérables ?

De toute évidence, vous êtes coupé des réalités dans lesquelles vivent vos compatriotes. Autrement, vous vous auriez gardé d’affirmer que vous avez tenu la promesse de faire en sorte que sécheresse ne rime plus avec famine. La faim zéro en 2021 ? Je peux parier que ce ne sera pas possible avec la gouvernance en cours, ni en 2021 ni

jamais.

Monsieur le “Président”,

10 000 milliards de francs CFA en huit ans ! Tel est le montant que vous déclarez avoir investi et dépensé à ce jour. Cela fait 1250 milliards, chaque année et pourtant, vous n’êtes pas arrivé à grand-chose. L’éducation est à reconstruire, le système de santé est en lambeaux, l’accès à l’eau est devenu une problématique même dans les grands centres urbains, la sécurité des Nigériens est compromise au point où certains vivent comme des déplacés sur leur propre territoire, la corruption a gangrené l’administration publique, le trafic de drogue s’est développé à un rythme exponentiel et des trafiquants notoires prospèrent sous l’œil indulgent des autorités publiques, bref le Niger est en ruines et je ne le dis pas par passion. Ceux au nom de qui vous avez publiquement déclaré être là où vous êtes et pour qui vous avez travaillé, huit ans durant, ceux-là qui se sont sauvagement enrichis grâce à la gouvernance discriminatoire que vous avez imprimée à la marche de l’Etat, ceux-là sont les premiers à démentir tout ce que vous dites. Nombre d’entre eux avouent régulièrement que la tâche est si immense pour celui qui vous remplacera qu’elle semble impossible. Tout le monde sait, en vérité, pour qui vous avez travaillé. Le Niger n’a gagné que ruines et désespoir.

Monsieur le “Président”,

Je vous concède le fait que des compatriotes se sont sauvagement enrichis autour de vous. Comment peut-il en être autrement dans un pays où le chef de l’Etat agit comme s’il est le premier compromis dans les sales affaires évoquées ? Or, aussi bien dans l’affaire Africard que dans le détournement de l’aide alimentaire pakistanaise, pour ne citer que ces deux cas, vous n’avez joué le rôle de gardien des deniers et biens publics dévolu par la Constitution. Je n’en suis pas, personnellement, surpris. C’est dans l’ordre naturel des choses, tel que je le sais depuis huit ans. Cependant, ce qui est nouveau, vous n’avez pas gardé plus longtemps la langue et en vous présentant à la face du monde comme chef de parti politique, vous avez fait tombeau le masque qui fait certains, de mauvaise foi, refusent de voir ce qui est pourtant frappant. Vous avez parlé et je pense que cela est suffisant pour clouer le bec à tous ceux qui pensent que vous êtes le président de la République tel que le décrit la loi fondamentale de notre pays.

Je ne comprends plus d’ailleurs d’où vous vient subitement cette hargne à défendre la candidature de Mohamed Bazoum, quelque chose que vous n’envisagez pas, jusqu’à une date récente. C’est un choix que vous avez fait, et qui exaspère au plus haut point autour de vous. Vous n’avez d’ailleurs pas besoin de souligner que c’est irréversible, histoire de dire à qui veut l’entendre, que c’est vous qui en décidez et vous avez acté ainsi. Pour une seconde fois, je considère, vous avez poignardé votre fidèle compagnon Hassoumi Massoudou.

Monsieur le “Président”,

Plus vous passez du temps à la tête de l’Etat, plus s’élargit le gouffre qui vous sépare d’avec votre peuple. Vous avez donné de vous l’image d’un chef de parti, pas de président de la République et c’est très grave.

Mallami Boucar

Election présidentielle de 2021

Pourquoi la candidature de Mohamed Bazoum soulève tant de passions ?

Bien que Mohamed Bazoum, l'intéressé, le laisse penser et que Mahamadou Issoufou qui l'a imposé le fait croire, les choses ne sont pas encore au beau fixe au sein du Pnds Tarayya. Le congrès extraordinaire du 31 mars 2019, qui a consacré Mohamed Bazoum comme candidat à l'élection présidentielle n'a pas permis, loin s'en faut, d'aplanir les divergences, enore moins de mettre un terme aux soubresauts qui se sont emparés du parti à propos de candidat du parti rose à l'élection présidentielle. La crise est d'autant plus exacerbée que dans l'esprit des militants du Pnds, et même de nombreux Nigériens, le candidat désigné est presque déjà élu. En imposant Mohamed Bazoum comme candidat à la présidentielle prochaine Mahamadou Issoufou est loin d'avoir agi à régler le problème. Il l'a exacerbé, lui donnant désormais des contours insoupçonnés. Si personne, ni aucune instance, au sein du Pnds, n'a encore manifesté son opposition à cette décision, il reste que de fortes rumeurs font état d'actions d'envergure à venir. Hassoumi Massoudou, qui bénéficiait pourtant de la sympathie du plus grand nombre de membres du Comité exécutif national (CEN) et des grands électeurs, c'est-à-dire ceux qui mobilisent, est toujours en proie à des ressentiments. Il vivrait très mal cette situation qui le disgracie à la fois au niveau du gouvernement et du parti. Il sait parfaitement qui est Mohamed Bazoum pour se fier à cette réconciliation de façade qui ne l'a d'ailleurs jamais mis en face du président du parti. Se-

lon des confidences d'une personnalité proche du pouvoir, il est clair que Hassoumi n'a pas dit son dernier mot d'autant qu'il se sait désormais sans aucun avenir au Pnds. Avec certains, il mûrirait un projet qui n'est pas de nature à plaire à Mohamed Bazoum et à son protecteur.

Au sein des alliés politiques, les choses bougent

Mohamed Bazoum est en réalité un choix difficile, très difficile. Il paraît si compliqué que pour la plupart des militants du Pnds, s'ils ne déniaient pas à l'intéressé un engagement politique certain, il reste qu'il n'a que le désert derrière lui. La conviction est presque acquise qu'il représente un très mauvais challenge pour le parti. « Avec Bazoum, c'est l'échec assuré », entend-on dire dans les rangs des militants désabusés. Ont-ils accepté tout de même de faire contre mauvaise fortune, bon cœur ? Ce n'est pas sûr. L'état d'esprit dominant au sein du Pnds est que la défaite est d'ores et déjà annoncée. Si les communicants habituels font du boucan pour faire admettre que c'est dans l'unité que le Pnds abordera les prochaines élections, dans les salons et lors des causeries privées, le doute est là, en permanence. Mohamed Bazoum, lui-même, sait que les choses seront très difficiles pour lui. Au sein de la Mrn, le regroupement des partis alliés au Pnds, les choses bougent. Certains se préparent au cataclysme. Le problème est que si Mahamadou Issoufou a réussi à l'imposer aux instances du Pnds sur lesquelles il règne en



maître absolu comme il l'a récemment laissé entendre, il ne peut faire autant au Mpr Jamhuriya et au Mnsd Nassara, notamment.

À quoi renvoie le concept de « nationalité d'origine » ?

Au sein de ces partis politiques comme dans les fadas et salons feutrés de Niamey, l'on évoque beaucoup les dispositions de l'article 47 qui pourraient frapper Mohamed Bazoum. D'où, d'ailleurs l'insistance avec laquelle Fogué Aboubacar a demandé à Mahamadou Issoufou si le choix de Bazoum est irrévocable. L'alinéa 3 de cet article dispose que « sont éligibles à la présidence de la République, les Nigériens des deux sexes, de nationalité d'origine, âgés de 35 ans au moins au jour du dépôt du dossier, jouissant de leurs droits civils et politiques ». À quoi renvoie le concept de « nationalité d'origine » ? C'est ça qui fait jaser et le débat mérite d'être posé assez tôt.

A.DOUDOU

Alternance en 2021

Mahamadou Issoufou, démocrate malgré lui ?

Samedi dernier, dans une interview accordée à la télévision nationale pour parler du bilan des trois années de son second et dernier mandat, le président Mahamadou Issoufou a déclaré, pour s'en glorifier, qu'il fera une grande surprise aux Nigériens en 2021. Il a indiqué qu'il quittera le pouvoir pour être le premier président nigérien à avoir passé le pouvoir à un autre élu.

A maintes reprises, le président Mahamadou Issoufou a martelé qu'il est un démocrate et que, de ce fait, il ne va tenter de se maintenir au pouvoir à la fin de son second et dernier mandat qui prendra fin en 2021. Revendiquant à tue-tête la palme de démocrate que le Nigérien n'ait jamais connu, il a fièrement indiqué qu'il sera le premier président nigérien à avoir passé le témoin à un autre président élu. S'il respecte sa parole, il sera effectivement le premier président qui aura accompli ses deux mandats constitutionnels et qui aura remis le pouvoir à un autre président issu d'une élection. Mais cela fera-t-il d'office de Mahamadou Issoufou le plus grand président démocrate que le Niger aura connu ? Cela n'est pas suffisant. Le tout n'est pas pour le président Issoufou Mahamadou d'organiser des élections pour qu'un autre président soit élu. Il doit organiser des élections véritablement démocratiques, en se comportant en arbitre neutre et équitable vis-à-vis de tous les candidats qui seront en compétition. Or, certains passages de son interview accordée à la télévision nationale laissent beaucoup d'observateurs et analystes sceptiques quant à sa capacité à respecter les règles du jeu

et à laisser les Nigériens choisir leur futur président librement. Ainsi, on l'a entendu s'exprimer sur le choix du candidat du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (Pnds Tarayya), dont il était issu, comme s'il se considère encore comme un militant de ce parti, alors même que la Constitution lui impose de se mettre au-dessus des partis politiques. Avec les propos qu'il a tenus, le président Issoufou Mahamadou a confirmé les rumeurs qui ont laissé entendre qu'il a pesé de tout son poids dans le choix du candidat Bazoum Mohamed. Comment peut-on donc imaginer qu'il ne puisse pas donner un coup de main à cet homme, qui semble être son homme de confiance, pour qu'il lui succède et qu'il puisse assurer ses arrières ? Si le président Mahamadou Issoufou ne peut pas observer une certaine neutralité par rapport aux prochaines élections, on peut légitimement se demander à quoi aura donc servi sa décision de ne pas se représenter. On peut même se demander s'il était prêt à quitter le pouvoir en 2021 s'il n'avait pas suffisamment de garanties que le Pnds Tarayya va continuer à garder le pouvoir. Avec toutes les violations de la Constitution connues sous sa gouvernance et les nom-



breuses violations des libertés collectives et individuelles, la seule occasion qui reste au président Issoufou Mahamadou pour redorer son blason de démocrate sali, est l'organisation des élections propres en 2021, sans se soucier de qui va les gagner. S'il fait preuve d'une telle élégance, peut-être que même si c'est un de ses deux plus farouches adversaires (Hama Amadou et Mahamane Ousmane) qui les remporter, rien de mauvaise ne peut lui arriver et la République lui sera reconnaissante.

DAN MADOUYOU

Renaissance

Après huit ans de gestion *kame-kame*, l'heure des bilans catastrophiques

Voici trois (3) ans que le président Issoufou Mahamadou mène son deuxième mandat, percevant déjà le bout du tunnel avec sans doute le sentiment que le temps a passé si vite, au point de ne pas s'en rendre compte. Ah, les bonnes chances ! Et l'on ne peut sourire, dans le souvenir des couacs de sa réélection, qu' «En 2016, le même peuple nigérien [lui ait] renouvelé sa confiance». Enfin, passons.

Depuis qu'ils ont accédé au pouvoir, les socialistes ont habitué les Nigériens aux bilans fastueux, ne pouvant laisser le peuple juger, apprécier, tellement ils aimaient se glorifier d'avoir tout fait et comme hercule, d'avoir déplacé tant de montagnes dans le pays. Le Niger, on aurait cru, serait devenu un eldorado, un paradis terrestre qui ne saurait rien envier au Jardin d'Adam et Eve. Du reste, lors de sa dernière campagne en 2016, le président sortant, promettait de faire du pays, un paradis, si les Nigériens lui renouvelaient leur confiance. Et les camarades arboraient les gros chiffres et dans un élan comparatiste, comme historiens, pour se singulariser, ils aimaient aussi confronter les dates et pour ce ils avaient beaucoup surpris : tranchant avec les habitudes, le journaliste contre toute attente, avait eu la hardiesse de poser des questions qu'en d'autres temps, un média d'Etat ne peut oser aborder. Et les Nigériens étaient nombreux à relever le courage de certaines questions qui avaient été posées, même si, le courage des réponses n'y est pas dans bien de cas. Comment peut-on objectivement oser cette comparaison avec des dirigeants qui avaient la charge d'inventer un Etat et de construire une nation sur des espaces où il n'y avait aucune fondation pour leur rendre facile la tâche ? Il n'est alors qu'osé de dire : «Quand on fait le bilan des infrastructures réalisées entre 2011 et 2018, on se rend compte qu'on a réalisé autant que ce qui a été fait dans ce pays en 50 ans, soit de 1960 à 2010». Ce sont les historiens qui écrivent l'Histoire, non les hommes politiques qui la font ! A chacun son rôle donc !

Entre manipulations et esquives...

Le vendredi soir dernier, à deux ans de distance de la fin de son deuxième et dernier mandat, Issoufou Mahamadou, a donné une interview exclusive à la télévision d'Etat pour dresser le bilan de son action à la tête du Niger, depuis huit ans aujourd'hui. Avant d'aller dans ce qui a été dit, il faut d'abord relever la pugnacité de l'interview par laquelle, le journaliste, mettrait en danger sa carrière, car pouvant pour certains audaces, faire face à quelques repréailles. Comment ne pas le croire avec des questions comme «Votre 8^e année à la tête de l'Etat est marquée par une ébullition sur le plan social, avec notamment ce qu'on appelle les Journées d'actions citoyennes (JAC) et autres contestations de la loi des Finances. Plus récemment les enseignants chercheurs s'insurgent contre la nomination des recteurs et vice-recteurs des universités qui étaient jusqu'ici élus par leurs collègues. Qu'est-ce qui empêche le gouvernement de ramener la sérénité sur le plan social ?», et d'autres encore... Mais, l'on peut comprendre qu'il s'agit d'une interview bien cadrée, puis que le média avait la possibilité de la censure (ou de l'autocensure) étant donné qu'elle ne se passait pas en direct pour se donner le loisir de supprimer des passages qui gêneraient. Dans son intervention, le président a abordé toutes les questions, mais d'abord, comme presque toujours orgueilleusement, son bilan.

Bilan...

Les Nigériens étaient abasourdis d'avoir appris que la Renaissance avait «mobilisé et dépensé

10.000 milliards de francs CFA», dans ce pays qui reste malgré tant d'efforts invisibles, le dernier de la planète. Il est difficile de convaincre les Nigériens de la vérité de cet effort lorsque pendant tout le règne, ils ne connurent que souffrance et deuil, violence et paupérisation. Pendant qu'il se réjouit de sa loi de finances que les Nigériens décrient parce qu'elle ne serait pas élaborée dans le respect de la justice sociale, lui estime que «Ces lois ont pour objectif d'améliorer les conditions de vie des Nigériens». Comment le croire lorsque par les nouvelles mesures antisociales et impopulaires qui réduisent drastiquement le pouvoir d'achat du Nigérien par le rehaussement des tarifs de l'électricité, de l'eau, de la scolarité, du loyer, du transport et de certains biens de consommation courante, le niveau de vie des populations s'est considérablement rabaisé ? Confond-il le niveau de vie de certains de ses compagnons sortis de leur galère à celui de l'ensemble des autres Nigériens qui tirent encre le diable par la queue ?

L'on ne peut que rester sceptique lorsqu'il affirme alors qu'ils ont « [...] dépensé ces ressources pour assurer notre sécurité, consolider les institutions démocratiques et républicaines et réaliser des infrastructures routières, énergétiques, hydrauliques, de communication, etc. ; Ces ressources ont été aussi dépensées pour réussir l'initiative 3N ; promouvoir l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable pour les populations, et créer des emplois pour les jeunes. Voilà les bienfaits des lois des Finances et c'est ça la réalité que certains ne voient pas». Faut-il comprendre que le concassage des partis politiques par le débâchage des acteurs politiques à coup de fric et de nomination, d'impunité et de corruption, avait été un aspect des investissements qui auraient permis de «consolider les institutions démocratiques et républicaines» ? Certes, l'on peut reconnaître les efforts, mais souvent de manière inéquitable entre les régions, dans la construction de certaines infrastructures, notamment de communication. Il est vrai que les investissements, dans le cadre des fêtes tournantes, mais tout en déplorant des surfacturations dans les programmes d'embellissement des villes, avec souvent des aspects de certains choix qui ne sont pas porteurs, sont à saluer, même si l'ingénieuse idée revenait à la 5^{ème} République. De quoi peut se flatter le régime, lorsque les fonds consentis pour la promotion de l'énergie, avec la construction controversée de la centrale de Gorou Banda, ne peut pas rendre l'électricité accessible pour tous les Nigériens, autant par les tarifs que par les raccordements, l'extension du réseau ? On ne peut non plus pas croire à l'efficacité du programme des 3N lorsqu'après huit ans de mise en œuvre, le Niger ne peut arrêter d'importer du riz, du maïs, des légumes, de la pomme de terre et que la faim continue à éprouver les populations des campagnes et des villes. Par la perception administrative, l'Initiative est un vaste projet ambitieux, mais dans les faits, elle reste un machin qui n'aura de mérite que de permettre à une camarilla de vivre dans le luxe des véhicules et des bureaux. Et on ne peut pas croire que «Sécheresse ne sera plus synonyme de famine» quand on voit tant de mendiants affluer dans les rues, agressant la ville et tant de ruraux désespérés et découragés prendre d'assaut les villes. Et l'objectif ambitieux de «la faim zéro en 2021» ne peut être atteint à un tel horizon ! Comment le croire quand, actuellement les agents de santé – médecins et infirmiers – sont en grève pour demander de meilleures conditions de travail ? Lorsque les médicaments



manquent, lorsque la gratuité n'est plus d'actualité notamment pour les enfants d'une certaine tranche d'âge quand même on la chante sur tous les toits, lorsque les patients arrivent et sortent souvent désespérés des centres de santé, comment peut-on croire que «tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles» ?

Il en est de même pour l'école avec un système complètement à la déroute, et une université du sort duquel le régime semble jouer, peut-être par stratégie, lorsque les moyens pour la faire vivre, lui manquent cruellement aujourd'hui. L'on sait par exemple que l'école n'a jamais eu, depuis huit ans, le quart du budget national ainsi que cela avait été promis et l'on ne peut que douter lorsqu'il s'enorgueillit, déplorant la situation de notre école aujourd'hui, « [des] ressources [qu'ils] y investiss [ent]».

C'est pourquoi, alors qu'il crie que «les promesses ont été tenues», un vieux slogan qui laisse tous les Nigériens dubitatifs, pantois et sceptiques par rapport à ce bilan que le régime n'a jamais cessé de ressasser. Dans ce bilan, quelle place laisse-t-il finalement à la cohésion des Nigériens, à l'unité de l'armée, à la lutte contre la corruption et la mauvaise gouvernance ? Le bilan est muet sur ces questions. La tactique du silence sur des sujets on ne peut importants, ne cache pourtant pas un pan des échecs du système.

L'on peut alors se rassurer que pour autant, il ne faut pas croire que le président ne peut faire montre d'humilité, en tout cas pour une fois lorsqu'il dit : «Mais, ceci étant dit, je n'ai guère la prétention d'avoir réglé tous les problèmes du Niger». Aussi, peut-on croire qu'il a la conscience de la permanence de nombreux autres défis. Mieux, il peut aujourd'hui, presque par un certain mûrissement, reconnaître que «Du reste, on n'a jamais promis de régler tous les problèmes du Niger. Le processus de construction d'une nation est long. Nous avons posé notre pierre, comme d'autres l'ont fait avant nous, et comme d'autres le feront après nous. A la postérité d'en juger !». Si l'on peut faire un tel jugement, peut-on reconnaître et décider, par sa seule appréciation, qu'on est le meilleur pour prétendre que ce qu'on a fait, aucun autre ne l'aura fait depuis soixante ans ? Les socialistes humbles !

Il est donc difficile, comme on le voit, de croire à cette croissance de 6% et à la promesse de 7% envisagée pour la prochaine année. Dans les assiettes, cette croissance, ces progrès, ne sont pas perceptibles, comme, du reste, dans la qualité de l'éducation et des soins médicaux ces mutations ne se perçoivent pas. Aussi, quand il dit péremptoirement qu'«Aujourd'hui, l'économie nigérienne fait partie des 10 premières économies les plus dynamiques de l'Afrique au sud du Sahara grâce à ces réformes», comment pouvait-il être possible de le croire quand on mange mal et peu, quand on se soigne mal, quand nos enfants sont mal enseignés. Et pourtant, le Niger reste 187^{ème} sur 187 pays du monde classés par le PNUD ! Et on continue à présenter le pays sous ses meilleurs jours : «La richesse par habitant, nous dit-on, a augmenté et la pauvreté a reculé».

Sans doute chez certains cadres du parti dont on connaît les misères qu'ils traînaient avant d'arriver au pouvoir, vivant régulièrement l'humiliation de leurs pannes sèches ?

Veut-il faire croire en disant «que pour le salaire que paie le gouvernement, la masse salariale annuelle est passée de 103 milliards en 2010 à plus de 273 milliards en 2018», comme pour signifier que les salaires ont doublé ? Ce n'est pas vrai et cela n'est que de la manipulation. Les Nigériens, restent lucides. On se rappelle que pour la table-ronde des bailleurs de fonds dans le cadre de la promotion du PDES à Paris, le gouvernement de Brigi étaient si heureux des promesses de milliards annoncés, toutes choses par lesquelles ils voyaient tout en rose pour l'avenir du pays, ne pouvant comprendre que la concrétisation de ces promesses dépend autant de la rigueur dans la gestion que la santé de la démocratie, de la vérité de justice dans le pays. Ainsi, n'est-ce pas l'occasion, à deux ans seulement de la fin de son mandat, pour dire concrètement, ce qui a été encaissé dans le cadre du «Plan de Développement Economique et Social (PDES), qui a d'ailleurs fait l'objet de la Table-ronde de Paris, il y a quelques mois de cela. On reste toujours là, avec les mêmes espoirs, car dit-il, «nous prévoyions de mobiliser 10 milliards de dollars en provenance du secteur privé sur les 23 milliards de dollars espérés». Devons-nous rester plusieurs années après, à appréhender les choses toujours au futur «impossible», ne vivant que de promesses ?

Des crises sociales et politiques...

Comment croire «[...] que le gouvernement a toujours privilégié les négociations et le dialogue dans ses relations avec les partenaires sociaux». Peut-on aller le dire aux syndicats enseignants, aux syndicats de la santé, notamment des médecins spécialistes ? Et depuis des semaines au syndicat des enseignants chercheurs ? Non, les Renaissants croient qu'ils sont forts, et jamais, ils n'ont fait preuve de souplesse, croyant qu'en ayant une majorité, ils doivent et peuvent tout imposer aux Nigériens. Dire qu'«il n'y a pas de mesures d'austérité !» à travers la loi de finances, n'est qu'une autre manipulation. Lorsqu'on réduit insidieusement les salaires qui stagnent en jouant sur le pouvoir d'achat qui s'amenuise par de nouvelles charges, n'est-ce pas une manière de réduire les salaires, dont une partie retourne sous forme de taxes diverses à l'Etat ? Quels sont d'ailleurs les « [49 pays que] nous dépassons», alors même qu'on nous dit derniers ! Dernier a dû changer de sens...

Questions politiques...

En écoutant cette vaste et audacieuse question : «Pour aborder maintenant les questions d'ordre politique, vous avez promis, M. Le Président, d'organiser des élections propres et de remettre le flambeau à un président démocratiquement élu. A ce sujet, la CENI a déjà entamé les consultations pour l'enrôlement des Nigériens et la confection du fichier électoral biométrique. Malheureusement, cette institution est en train de travailler en l'absence de l'opposition. Est-ce que dans ces conditions la crédibilité des élections sans l'implication totale de tous les acteurs, de l'opposition notamment, n'entacherait-elle pas la crédibilité du processus électoral?», l'on était en droit d'entendre chez le président qui se prépare à partir, des mesures hardies, pour apaiser un climat politique et social qui ne fait que se dégrader lorsque les acteurs ne peuvent plus se mettre à table pour dialoguer et dissiper les malentendus. La réponse bien pauvre et sèche : «J'encourage la CENI à poursuivre sa mission et j'invite l'opposition à s'impliquer dans le processus électoral» n'est plus qu'une fuite en avant pour simplifier une question

pourtant très grave. C'est bien banal pour une question courageuse qui pose un réel problème. Peut-il ignorer que cette CENI divise la classe politique ? Peut-il croire qu'en l'absence de toute garantie, sa seule invitation suffit, pour pousser l'opposition à intégrer le processus ?

Ayant tenu les mêmes promesses en 2016, les acteurs politiques ne peuvent pas s'attendre à mieux, dans les conditions actuelles, même avec cette promesse renouvelée qu'«Incha Allah, des élections libres, transparentes et inclusives seront organisées en 2021 dans notre pays». De quelle expertise peut disposer la Renaissance en matière électorale, si ce n'est de trafiquer des scrutins ? Il ne faut donc pas rêver par ces seules intentions à tout le moins démagogiques, car de quelle «expertise avérée en matière électorale» dispose la Renaissance si ce n'est la fraude à grande échelle dont elle maîtrise la science.

Questions sécuritaires...

Depuis que les socialistes gouvernent, le pays n'a pas été en paix, faisant continuellement face à des défis sécuritaires jamais connus. Deuil, déplacement des populations civiles du fait de l'insécurité, les attaques meurtrières, les enlèvements de jeunes et de femmes, ont été le lot de ce que des populations qui vivent le sentiment de l'abandon, avaient connus depuis quelques années et on continue à leur dire que le pays est en paix ! Quand on nous dit que «[...] la sécurité du pays, durant toute cette période a été assurée, dans un environnement où des organisations terroristes et criminelles font peser des menaces très fortes sur les Etats», l'on ne peut que douter. Lorsqu'on enterre presque chaque semaine, des enfants du pays, et des écoles sont fermées du fait de l'insécurité, peut-on croire sensément que la paix est dans le pays ?

Prétention, démagogie, vanité...

Lorsque, de bout en bout de sa gouvernance, le Guri n'a promu que des contre-valeurs dans le pays dont entre autres, l'injustice sociale et économique, les identitarismes surannés, la concussion, l'impunité, la promotion de la médiocrité, l'affairisme, la persécution, l'on ne peut croire qu'il croit à une valeur qui fonde la nation et la République. Comment est-il d'ailleurs arrivé à se rendre impopulaire si ce n'est pas son inconduite qui frise la turpitude ? Pour le beau discours seulement, peut-on entendre qu'il y a des «[...] valeurs qu'il faut promouvoir sur le chemin de la Renaissance culturelle, ainsi que les contre-valeurs qu'il faut combattre ». En vérité, on n'a ni promu des valeurs, ni combattu des contre-valeurs. Où en est-on avec la cohésion sociale, avec la rigueur économique, avec la lutte contre la corruption et contre l'impunité ? Peut-il avoir oublié que certains sont en prison, depuis des années, parce qu'opposant, sans qu'ils n'aient droit, même à un procès inéquitable ? Que peut-il faire de «la protection de [...] l'unité nationale» si mal en point, depuis que certaines opinions peu combattues d'un côté, ne permettent de renforcer la cohésion sociale ? Même la gestion des partis politiques, dans la logique du concassage, ne peut aider à souder la nation. Il n'y a donc aucune volonté politique de pousser «l'Etat à rendre justice, à lutter contre la corruption, [...]». Qu'a-t-on fait de ces affaires de drogues, de détournements qui ont émaillé la gestion des Renaissants, et de tant d'autres scandales ? Ceux-là ont l'immunité du pouvoir.

Pnds, Elections, alternance...

On aura cru que le président n'a que peu de souci pour la crise politique. Il ne montre aucune prédisposition à prendre la mesure de la crise et de tenter de la résorber. Faut-il croire qu'au nom des délais qu'il invoque, il peut se permettre de bâcler et de hâter le processus, ne pouvant avoir de

souci pour les risques que de telles imprudences peuvent faire prendre à la cohésion et la stabilité d'un pays ? Pour toute réponse aux inquiétudes légitimes du journaliste qui sont aussi celles de la grande majorité des Nigériens, il n'a que celle-ci : «C'est pour cela que je vous dis que nous avons des contraintes constitutionnelles. Ces contraintes sont là, je dois partir le 2 Avril 2021. Tous les acteurs doivent comprendre cela». Cette précipitation, n'est-elle pas à dessein voulue, pour imposer aux acteurs, le rythme de la montre ? Pourtant, c'est connu : il ne sert à rien de courir, il faut partir à point ! Quand il dit alors : «En tout cas, de mon côté je ferai tout pour qu'il n'ait pas de retard dans l'organisation des élections», faut-il comprendre que même s'il faille bâcler le processus, il ne renoncera pas à la conduite solitaire du processus ?

Et les Nigériens étaient surpris de voir avec quel enthousiasme le président de tous les Nigériens pouvait parler de son parti, le Pnds, comme pour témoigner qu'il ne peut être au-dessus de la mêlée, toujours habité par son Tarayya. Est-ce une question-piège dans laquelle il s'est fait prendre ? Un tact l'aurait poussé à esquiver cette question, pour ne parler que du Niger et de sa démocratie. On aura compris qu'il est au cœur des chamailleries au sein du parti. Personne ne peut croire qu'«[...] il n'y a pas eu de crise au sein du Pnds» et qu'il n'y a pas et il qu'il n'y aura pas «[d']unanimité, mieux, [de] 100% [de] structures du parti [qui auraient tranché le débat au sein du parti] sans aucune crise». On ne le dira pas à Hassoumi Massaoudou et à d'autres qui peuvent encore se taire.

Et le journaliste a bien raison, de dire que «certains prédisent une volte-face de [la] part [du président et de demander si] M. Bazoum est définitivement et sincèrement l'unique dauphin du Président Issoufou Mahamadou. D'autres épisodes tout aussi rocambolesques nous attendent sur d'autres épisodes du feuilleton rose. Et personne ne peut croire que cela découle d'une volonté «de moderniser la vie politique au Niger, de détribaliser la politique et les pratiques politiques». Le mot détribaliser, n'est-il pas dangereux dans cet usage ? Il faut attention à la non fiabilité des mots.

Hama Amadou : la tension ne baisse pas...

En d'autres temps quand des journalistes lui parlent de son adversaire, il n'a même pas l'audace de répéter son nom, et ce dernier, devient chez lui, presque invariablement par la même périphrase, «celui dont vous parlez». La seule avancée finalement, c'est d'avoir accepté une question sur son «meilleur ami». Mais, il ne peut répondre à la question, l'esquivant pour renvoyer son interlocuteur à aller voir la justice, quand, on apprenait, par *La Lettre du continent*, il y a quelques jours, que c'était lui-même qui demandait à son gouvernement de saisir Interpol. Aucun Nigérien ne croit pas lorsqu'il dit à qui veut l'entendre : «Ecoutez, je crois que vous savez qu'il y a une séparation des pouvoirs au Niger qui est bien réelle». Mais pourquoi, l'immunité de ces députés n'est toujours pas levée ? Pourquoi, le gouvernement ne peut faire la lumière sur toutes ces affaires de drogue ? Pourquoi Kassoum Moctar, par une liberté provisoire, a quitté sa prison, pour être ministre dans son gouvernement ? Pourquoi, tant d'autres, après avoir prévarié, ont trouvé refuse dans son cabinet, à la suite de nominations ?

Le président a donc parlé. Les Nigériens ont écouté.

Dans le ronronnement des mots proférés, ils sont restés eux-mêmes : capables de discernement. Une démagogie a passé...

Gobandy

Assassinat du Président Ibrahim Baré Maïnassara

Les auteurs et leurs complices courent toujours

Hier mardi 9 avril 2019, cela faisait vingt (20) que le Président de la 4^{ème} République, le Général Ibrahim Baré Maïnassara, a été assassiné. A ce jour et faute de toute poursuite judiciaire digne de ce nom, les auteurs de l'assassinat et leurs complices courent toujours.

Pour les nombreux Nigériens qui n'ont pas connu cette triste page de l'histoire de leur pays, le président Ibrahim Baré Maïnassara a été tué le vendredi 9 avril 1999, sur le tarmac du Groupement aérien national (Escadrille militaire), alors qu'il voulait prendre un hélicoptère pour se rendre à Inatès, une localité du Niger située dans la région de Tillabéry, non loin avec le Mali, en proie à des conflits intercommunautaires devenus récurrents. Trois autres personnes qui étaient aux côtés du président Ibrahim Baré Maïnassara avaient aussi été tués. Il s'agit de son chauffeur Malam Souley, de son conseiller Ali Saad et d'un officier de l'Armée de l'air, le Lieutenant Idé, qui lui rendait les honneurs militaires. Dans une déclaration diffusée sur les ondes de la radio nationale, quelques heures après les événements, le premier ministre de l'époque, Ibrahim Assane Mayaki, avait déclaré, avec un ton sérieux, que le président Baré venait de trouver la mort dans un «accident malheureux». Mais la suite des événements l'a très vite démenti. Alors qu'en pareille circonstance la Constitution a prévu que le président de l'Assemblée nationale assure l'intérim et organise de nouvelles élections dans 45 jours au moins et 90 jours au plus, des mains invisibles ont empêché à Moutari Moussa, actuel chef de Canton de Mirriah, de se faire investir président de la République par intérim. Le Niger est resté dans une situation de vide présidentiel jusqu'au 11 avril que le chef de corps de la Garde présidentielle, le Commandant Daouda Malam Wanké, entouré d'un groupe d'officiers, a annoncé la prise du pouvoir par un organe militaire dénommé le «Conseil de réconciliation nationale (CRN)». Les premiers morceaux du masque ont, alors, commencé à tomber. Et les choses sont allées très vite quand, dans ses toutes premières déclarations et pour s'en doute éviter d'être le seul à être pointé du doigt par une opinion nationale bouleversée par un si horrible crime, le Commandant Wanké a indiqué que lui et ses camarades du CRN ont agi après avoir consulté la classe politique.

Un secret de polichinelle ?

Si cette annonce du nouvel homme fort de Niamey a surpris certains, elle n'était en fait qu'un secret de polichinelle pour tous ceux qui suivaient de près la situation politique du Niger, depuis les élections présidentielles de 1996, que le président Ibrahim Baré Maïnassara avait organisées et remportées, après une transition militaire de sept (7) mois qu'il a dirigée suite au coup d'Etat du 27 janvier 1996 qui a renversé le régime du président Mahamane Ousmane. En effet,

depuis ces élections, les principaux partis politiques se sont coalisés contre le président Ibrahim Baré Maïnassara et son régime. Il s'agit du Mouvement national pour la société de développement (Mnsd-Nassara) dirigé par Tandja Mamadou, de la Convention démocratique et sociale (Cds-Rahama) dirigée par Mahamane Ousmane, du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (Pnds Tarayya) dirigé par Issoufou Mahamadou et de l'Alliance nigérienne pour la démocratie et le progrès (Andp-Zaman Lahiya) dirigée par Feu Adamou Moumouni Djermakoye. Aussi troublant que cela puisse paraître, le vendredi 9 avril 1999, ces partis et d'autres qui gravitaient autour d'eux avaient publié une déclaration commune, dans laquelle ils exigeaient la démission du



président Ibrahim Baré Maïnassara, faute de quoi ils allaient rendre «le pays ingouvernable». Cette menace agitée était-elle le prétexte de plus que le Commandant Wanké et ses camarades attendaient pour commettre l'acte qu'ils ont commis le lendemain vendredi 9 avril 1999 ? Pour parler des similitudes entre deux événements ou des traits de caractère entre deux individus, les Hausa disent «Biri yayi kama da mutum», expression qui signifie en français : «le singe ressemble à l'homme».

Qui a peur d'une enquête sur «l'accident malheureux» ?

Vingt (20) après les faits, les Nigériens attendent toujours la lumière sur ce que l'ancien premier ministre Assane Mayaki a qualifié d'accident malheureux. L'enquête réclamée, à cor et à cri par les parents de Feu Ibrahim Baré et de ses compagnons d'infortune, se fait toujours attendre. Avant de remettre le pouvoir à la fin de leur transition, le Commandant Daouda Malam Wanké et ses camarades ont obtenu des garanties d'impunité, à travers une amnistie qui leur a été accordée et qui a même été inscrite dans la Constitution. Pendant les dix ans qu'il a passé au pouvoir, le régime de l'ancien Président Tandja Mamadou s'est toujours réfugié derrière cette amnistie pour refuser toute enquête autour des événements du 9 avril 1999. Après le coup



d'Etat du 18 février 2010, qui a renversé le régime de Tandja Mamadou, la nouvelle Constitution adoptée n'a pas pris en compte l'amnistie accordée aux auteurs, coauteurs et complices des événements du 9 avril. Malheureusement, cela fait plus de huit (8) ans que cette Constitution est en vigueur, sans que le pouvoir du Président Issoufou Mahamadou daigne ouvrir la moindre enquête sur le dossier de l'assassinat du Président Ibrahim Baré Maïnassara. Tout se passe comme l'ancienne classe politique opposée au régime de la 4^{ème} République se reproche quelque chose dans ce qui s'est passé le 9 avril 1999. **DAN MADOUYOU**

**LE MONDE
D'AUJOURD'HUI
HEBDOMADAIRE
NIGERIEN
D'INFORMATIONS
GENERALES ET
D'ANALYSE**

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel.

**RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 /
NIF:297 59/S**

E-mail : lemonde_niger1@yahoo.fr

Directeur de publication

Arouna Yacouba
94.95.75.33

Directeur Commercial

Inoussa DICKO
90.00.99.83 / 96.75.34.12

**Conception & Composition
LE MONDE D'AUJOURD'HUI
Tirage : 1000 Exemplaires sur
les presses de DARCYS**

Conférence régionale du Moden/Fa Lumana de Tillabéri

La mobilisation était forte

La ville de Tillabéri était pleine à craquer de monde, ce jour, dimanche 7 avril 2019. Militantes et militants, sympathisantes et sympathisants du Mouvement démocratique nigérien pour une fédération africaine (Moden/Fa Lumana Africa) étaient venus des 13 départements que compte ladite région. 365 délégués au total, sur les 412 répartis dans lesdits départements. Les différentes délégations ont été accueillies à la rentrée de la ville de Tillabéri par les responsables départementaux et communaux du Moden/Fa Lumana, à savoir le coordonateur départemental El hadji Issa Hassane Djégoulé entouré de ses plus proches collaborateurs et du coordonateur communal, le Professeur Seydou Hangadoumbo. Le cortège a fait les différents quartiers de la ville avant de se retrouver dans une place publique en face du gouvernorat pour un grand meeting. Dans son mot de bienvenue, le coordonateur communal Seydou Hangadoumbo a tout d'abord remercié la coordination régionale pour le choix de sa commune qui n'est pas un fait de hasard. À son tour, le président de la coordination régionale, l'honorable député Issoufou Issaka, a déclaré aussi que le



Au cours de cette conférence régionale élective des résolutions et des motions ont été formulées à l'endroit du parti.

«Rendons grâce à Allah, le miséricordieux, le très miséricordieux qui nous a permis de voir ce jour 07 avril 2019, date convenue pour la tenue de la conférence régionale élective de Tillabéri en prélude au 3^{ème} congrès extraordinaire de notre grand parti le Moden/Fa Lumana Africa. Depuis le 02 novembre 2014 à Hamdillaye dans le département de Kollo, ou vous avez procédé aux choix des femmes et des hommes pour conduire le bureau de coordination régionale de Tillabéri nous n'avons eu de cesse d'œuvrer à l'épanouissement et à l'expansion de notre parti dans la région du fleuve. Aujourd'hui, je suis heureux de constater que malgré les rudes épreuves endurées par notre parti, ses militantes et ses militants, la coordination régionale de Tillabéri est là droit debout en croissance continue. Vous venez, après un examen sans complaisance du bilan d'un mandat qui aura duré 4 années, de procéder à l'élection d'un nouveau bureau. Il me plait de noter, pour m'en réjouir, que la quasi-totalité des membres dont moi-même a pu bénéficier à nouveau de notre confiance. Aussi, voudrais-je, au nom de l'ensemble des membres du bureau entrant, exprimer à

l'ensemble des délégués à la conférence notre gratitude et les rassurer de notre ferme engagement à hisser haut le drapeau de notre part et faire du Moden/Fa Lumana le parti de l'alternance, cette alternance que les nigériennes et les nigériens, tous bords politiques confondus, de l'intérieur comme de l'extérieur, appellent de tous les vœux. Sur le plan sécuritaire, notre pays connaît toujours une recrudescence des agressions barbares des terroristes et autres groupes d'individus prétendument islamistes. Malgré la généralisation de l'état d'urgence dans les régions de Diffa, Tahoua et Tillabéri, avec ses conséquences dévastatrices sur les populations, chaque jour que Dieu fait on dénombre des morts et blessés dans les rangs des forces de défense et de sécurité et des populations civiles. Force est de constater qu'on est malheureusement loin, très loin de la profession de foi de Issoufou Mahamadou qui disait le 17 février 2015 que «le Niger sera le tombeau de Boko Haram». Comment pourra-t-il en être ainsi quand les ressources financières destinées aux FDS sont utilisées à des fins surtout pourvoyeuses de commissions pour les animateurs du régime. La dilapidation des derniers publics est désormais établie avec la publication récente d'un article dans un journal de la place, surcroît du Pnds



choix de Tillabéri n'est pas un fait du hasard, car le Moden/Fa Lumana est né dans cette région. Tout le monde se rappelle de l'incarcération de Hama Amadou à la prison de haute sécurité de Koutoukalé où le parti a pris naissance au fond de sa cellule. Il est, bien évidemment, souligne-t-il, la première force politique de la région. Lors des campagnes du 2^e tour à Torodi, le Président Issoufou a reconnu que de le Moden/Fa Lumana Africa est le 1^{er} parti politique de Tillabéri, et malgré toutes les manœuvres faites au 1^{er} tour des élections de 2016, Lumana reste et demeure la 1^{ère} force politique de la région. Après ce meeting, les travaux de la conférence régionale se sont poursuivis dans la salle de conférence dudit gouvernorat de la région de Tillabéri dans le calme et la sérénité. Le président de la coordination sortant a été reconduit à l'unanimité par les 365 délégués. Deux nouveaux, élus aussi à l'unanimité, font leur entrée dans le bureau régional. Il s'agit du Secrétaire général en la personne du professeur agrégé du CAMES, Harouna Issa Amadou, qui a remplacé Issaka Hassane Djégoulé qui s'est retiré en faveur du nouveau S.G, et un nouveau trésorier général en la personne de Sita Seyni. Le président des jeunes, Kimba Karimou, a été reconduit à son poste par 365 voix pour et zéro contre et il a été demandé aux autres coordinations d'apporter leur soutien à Kimba Karimou au poste de président des jeunes au niveau national. La clôture des travaux de la conférence régionale élective est intervenue vers 18 heures. Voici quelques extraits du discours de clôture du président régional réélu.



Tarayya sous la plume d'un des ardents militants de ce parti, qui décrit le ministère de la défense nationale comme étant le creuset du clientélisme, le haut lieu de l'affairisme, le berceau de la surfacturation. A ce sombre tableau, il faut ajouter que notre pays est désormais connu, au plan mondial, comme la plaque tournante de trafic de drogues. Les narcotrafiquants sont tapis dans les arcanes du pouvoir, avec des titres de conseillers spéciaux à la Présidence, à l'Assemblée nationale ou à la Primature, juste pour bénéficier de passeports diplomatiques afin d'opérer en toute impunité. C'est le lieu de réaffirmer notre soutien total au rejet sans équivoque de ce Code électoral et de la CENI par le Bureau politique national du Moden/Fa Lumana et l'opposition politique dans son ensemble. D'ailleurs même des partis de la majorité, et pas des moindres, ne cessent d'at-

tirer l'attention du gouvernement sur l'impérieuse nécessité de l'adoption d'un code électoral consensuel d'une part et d'autre part sur le respect scrupuleux du chronogramme des élections. Sur ce plan et sur tous les travers des autorités de la 7^e République, nous nous devons de nous armer de courage pour mener le seul combat qui vaille, celui de la restauration de la démocratie et de l'état de droit qui passe nécessairement par l'alternance démocratique que j'évoquais tantôt. Cette alternance, vous l'aurez compris, est incarnée par notre parti, le Moden/Fa Lumana Africa, et son leader, Son Excellence Monsieur Hama Amadou. Aussi, devons nous taire nos problèmes internes du reste mineurs pour faire aboutir notre serment de faire de SEM Hama Amadou, le candidat de notre Parti aux élections présidentielles de 2021 mieux faire de lui le Président de la République, Incha Allah ».

Poulho

8^{ème} anniversaire de l'accession du Président Issoufou Mahamadou au pouvoir

L'évènement célébré avec faste à Tajaé

Le 2 avril dernier, cela faisait huit (8) ans que le Président de la République Issoufou Mahamadou accédait à la magistrature suprême du Niger. A l'initiative d'Elhadj Ibrahim Alhousseini Ousmane, l'évènement a été célébré avec faste dans la commune rurale de Tajaé, région de Tahoua.



C'est un grand rassemblement qui a été organisé, en présence des populations des différentes contrées de la Commune Rurale de Tajaé, des communes d'Illéla, de Badaguichiri, de Malbaza, de Bagaroua, des départements de la Région de Tahoua, ainsi que des invités venus de Niamey et de toutes les autres régions du Niger. Il s'est agi pour les participants de passer en revue les importantes réalisations faites par le Président de la République Issoufou Mahamadou,

sieurs actions visant la modernisation de l'Élevage, la sécurisation des systèmes pastoraux et agropastoraux, la maîtrise des conditions sanitaires des animaux et la valorisation des productions animales ainsi que le renforcement des capacités des services d'élevage. On peut également noter que des efforts énormes ont été consentis dans le développement rural à travers la mise en œuvre de l'Initiative 3N qui a permis de résorber la crise alimentaire de 2011 et d'accroître les prin-



durant les huit années qu'il dirige aux destinées du Niger. Ainsi, un inventaire complet et sans complaisance a été fait. Au terme de cet inventaire, c'est un bilan plus que satisfaisant qui a été dressé des réalisations du Président Issoufou Mahamadou. C'est ainsi que dans plusieurs domaines de la vie de la Nation, des progrès indéniables ont été enregistrés. Les participants à la rencontre de Tajaé ont d'abord relevé et à juste titre que dans l'histoire politique du Niger démocratique, c'est la première fois qu'un Président de la République s'est autant investi dans l'amélioration des conditions de vie des populations et que l'impact de ces actions soit glorifié, de manière vivante par ces populations elles-mêmes ! S'agissant de l'Agriculture et de l'Élevage, les principales réalisations du Gouvernement dans ces secteurs ont visé le développement des filières agricoles et animales avec un accent sur la mobilisation de l'eau et l'appui à la campagne pluviale et une attention particulière pour l'alimentation et la santé animale. Le Gouvernement a également réalisé plu-

principales productions agro-sylvo-pastorales. Sur le volet Hydraulique, SEM Issoufou Mahamadou et les équipes qui l'accompagnent ont su définir un programme digne d'un chef-d'œuvre. Les principales réalisations hydrauliques ont concerné l'amélioration de l'accès à l'eau potable sur toute l'étendue du territoire. Sur le plan éducatif, les 8 ans de son SEM MAHAMADOU ISSOUFOU à la tête du pays ont permis d'améliorer l'offre et la qualité des enseignements au niveau de tous les segments du système éducatif. Le domaine de la santé a connu une amélioration de la couverture sanitaire à travers la construction, la transformation, l'extension et la réhabilitation d'infrastructures sanitaires. A cet effet, les efforts ont concerné : la construction de 66 centres de santé intégrés ; la construction de 38 maternités. En grand bâtisseur et porteur de grandes ambitions pour le Niger, le père de la Nation a énormément investi dans les infrastructures énergétiques, pétrolières et pétrolifères. Il s'agit de la construction de la Centrale thermique de Gorou Banda d'une capa-

cité de 100 Mw ; la construction de la raffinerie de SORAZ dont les retombées ont été évaluées à 611.000.000 000 FCFA, le démarrage effectif des travaux de réalisation du Barrage de Kandadji. Les infrastructures routières et urbaines ne sont pas en marge du vaste programme de développement dont les résultats profiteront à plusieurs générations. On peut, entre autres, noter le renforcement du réseau par l'aménagement et le bitumage de nouvelles routes, la réhabilitation de plusieurs tronçons ainsi que la réalisation de plusieurs routes ru-

les couches défavorisées et vulnérables, et tout ceci n'a été possible que par la matérialisation de la vision éclairée du Président de la République Issoufou Mahamadou. Les populations de la Commune Rurale de Tajaé, ont remercié de vive voix, encore, les autorités de la 7^{ème} République à la tête desquelles SEM Mahamadou Issoufou, Président de la République, Chef de l'État. En plus, elles ont profité de l'occasion pour manifester toute leur joie en ce que leur choix n'a pas été un choix erroné car grâce à la clairvoyance et à la hauteur d'esprit



rales parmi lesquelles on peut citer : la construction de 614 km des routes bitumées ; la construction de 1494.8 km des routes rurales entre autres... Cependant, sans espérer épuiser ce chapelet d'actions concrètes et utiles menées en faveur de nos populations, on peut, et sans risque de se tromper, affirmer que SEM MAHAMADOU ISSOUFOU dispose d'un bilan élogieux depuis qu'il est à la tête de notre pays. Son héritage sera partagé

du Président Issoufou Mahamadou, le Niger a retrouvé aujourd'hui sa crédibilité au plan national et international. Des témoignages de satisfaction ont été décernés aux Premières Dames, une Croix d'Iférouane au Premier Ministre, Chef du Gouvernement, SEM Brigi Rafini et un Sabre de Guerrier, symbole de puissance et de bravoure dans la localité, au Président de la République. La cérémonie a pris fin par une déclaration publiée par



par plusieurs générations à venir. Il a su donner un cachet particulier à la gouvernance démocratique de notre pays à travers la mise en place et la consolidation des institutions fortes, la promotion de valeurs sûres et l'instauration d'un État de droit qui s'appuie sur une justice sociale tout en bannissant toute sorte d'inégalité, d'exclusion et de marginalisation sociales.

les populations pour féliciter M. Bazoum Mohamed pour avoir été plébiscité et investi Candidat de grand du PNDS Tarayya, tout en le rassurant de leur indéfectible soutien et leur total engagement à l'accompagner pour une victoire des plus éclatantes dès le premier tour aux prochaines élections Présidentielles. Tajaé a, à sa manière, apporté sa reconnaissance au Président Issoufou Mahamadou en lui souhaitant bon vent pour le restant de son second mandat !

Le Niger d'aujourd'hui est un pays d'espoir pour les jeunes, les moins nantis,

DAN SARKI